

Précarité : avoir un travail en plus des études, le boulet au pied des étudiants

Pour faire face à la précarité, 46% des étudiants ont une activité rémunérée. Une situation qui peut vite tourner au parcours du combattant.

La précarité des étudiants mise en lumière par un fait divers dramatique. Un jeune originaire de Saint-Étienne a été gravement brûlé vendredi, après s'être immolé par le feu devant un bâtiment du Crous, dans le VII^e arrondissement de Lyon. À l'origine de son geste, des difficultés financières en cascade. "Cette année, faisant une troisième L2, je n'avais pas de bourse, et même quand j'en avais, 450 euros par mois, est-ce suffisant pour vivre ?", s'interrogeait-il dans un texte publié sur Facebook, juste avant de passer à l'acte. Depuis, des étudiants se mobilisent dans plusieurs villes de France pour protester contre les difficultés financières et réclamer une revalorisation des bourses.

"Par cet acte désespéré et politique, il a voulu alerter sur ses conditions précaires d'étudiant redoublant, privé de bourse, dans un système universitaire toujours plus libéralisé", avait réagi dimanche Solidaires Lyon - dont l'étudiant faisait partie - dans un appel à mobilisation. "De nombreux étudiants se retrouvent dans des conditions intenable, manque de bourses, ou montants pas assez élevés (...) créant des situations de stress, de surmenage, alors que la moitié d'entre nous doit cumuler avec un travail salarié", énumérait alors le syndicat. D'après une étude de l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE), 46% de ces derniers occupent en effet une activité rémunérée en plus de leurs études.

Travail, fatigue et difficultés scolaires

Une activité professionnelle qui n'est pas sans effet sur les résultats scolaires, note Jean-François Giret, professeur de sciences de l'éducation à l'université de Bourgogne et directeur de l'Institut de recherche en éducation (IREDU). "On constate des effets de seuil : au-delà de 10 heures par semaine, ça commence à devenir problématique", soulève-t-il, interrogé par L'Express. D'après l'enquête de l'OVE, 88% des étudiants occupant un emploi estiment que cela leur est nécessaire pour vivre, même s'ils sont 19% à considérer que cette activité rémunérée est concurrente, voire très concurrente des études, en raison de son amplitude horaire.

Le fait d'être salarié affecte indiscutablement la réussite des étudiants", abonde auprès de L'Express Mélanie Luce, présidente de l'Unef. "Lorsqu'ils cumulent travail et études, les étudiants ont moins de temps pour réviser, ou empiètent sur leur temps de repos pour le faire", martèle-t-elle, soulignant qu'il s'agit du premier facteur d'échec dans l'enseignement supérieur. "Cette activité se déroule généralement tôt le matin, le soir où pendant les week-ends, donc ça génère de la fatigue", constate également la présidente de la Fage, Orlane François. "Parfois ça empiète même sur les heures de cour, donc c'est encore pire", ajoute-t-elle.

Dans son étude longitudinale sur le salariat étudiant, Jean-François Giret a mis en évidence le fait que pour 85% des étudiants, l'activité professionnelle se déroule en dehors du campus. "Dans un contexte où l'étudiant manque déjà de temps, celui qu'il consacre aux transports pour aller travailler est également problématique", indique-t-il. Au bout du compte, selon le chercheur, cumuler études et emplois pendant trop longtemps peut conduire à des situations de décrochage scolaire ou d'arrêt prématuré de la scolarité.

Souffrance morale et impact sur la santé

Cette présence des étudiants sur tous les fronts est aussi génératrice de souffrances morales. Selon l'étude menée par l'IREDU, 75% des étudiants qui ont travaillé de façon récurrente au cours de leur scolarité estiment que cela est une source de stress, et 64% une cause d'isolement. "Cela réduit l'intégration aux services culturels et sportifs de l'université, mais pèse aussi sur les rapports avec les autres étudiants", détaille Jean-François Giret. "Il y a un impact sur la santé physique avec des critères comme l'épuisement ou la fatigue, mais aussi sur la santé mentale, avec un surplus difficile à supporter mentalement. Par ailleurs, un jeune qui travaille aura moins de temps pour lui, pour des sorties ou des loisirs : il y a une souffrance morale qui peut se dégager de ces situations", appuie Orlane François, pointant une forme de cercle vicieux.

D'autant que l'accès aux soins des étudiants laisse à désirer. Selon une étude CSA pour LMDE, 42% des étudiants déclarent avoir renoncé à consulter un médecin au cours des 12 derniers mois, que ce soit par manque de temps (54%), de moyens financiers (40%) ou parce qu'ils se reportaient sur l'automédication (39%).

Sentiment d'être négligé

En définitive pour beaucoup de jeunes, il y a le sentiment d'être la cinquième roue du carrosse. "On a un peu l'impression que les étudiants sont négligés par les politiques publiques", glisse Mélanie Luce de l'Unef. "On voit bien que la politique du gouvernement n'est pas tournée vers nous : la première chose qu'Emmanuel Macron a faite en arrivant au pouvoir, c'est de réduire les APL de 5 euros", rappelle la syndicaliste étudiante.

Face à cette situation les deux associations étudiantes réclament "un plan d'urgence de refonte des aides sociales pour répondre à la précarité". L'Unef souhaite notamment la revalorisation de 20% des bourses et l'ouverture du système à 100 000 étudiants supplémentaires. Depuis la rentrée, les bourses dispensées par les Crous ont augmenté de 1,1%, soit 46 millions d'euros supplémentaires, après avoir été gelées pendant trois ans.